

# CONGRÈS - Après la rencontre du 18 novembre Retour sur les ruches (p. 3)

Supplément à l'Humanité

# Communiste

www.pcf.fr

Lien d'échanges et de communication

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19<sup>e</sup> - Comité de rédaction: Jacques Chabalier - Guénolé Fournet - Yann Henzel - Méline Le Gourriérec - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Pollotec - Emilie Lecroq - Julia Castanier - Denis Rondepierre - Lydia Samarbakhsh - Gérard Streiff - Julien Zoughebi - Directeur: Jean-Louis Le Moing  
Rédaction: Gérard Streiff (Tél.: 01 40 40 12 41) - Mèl: communistes@pcf.fr - Relecture: Jacqueline Lamothe - Mise en pages: Zouhair@NAKARA. info (Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous  
Creative Commons  
BY-NC-SA

## Les 100 jours de Salah Soirée de solidarité à l'espace Niemeyer mercredi 29 novembre avec Pierre Laurent, Patrick Le Hyaric, Elsa Hamouri et Camille Lainé



© Comité de soutien à Salah Hamouri

**POUR** l'application des résolutions de l'ONU sur la reconnaissance de l'État palestinien dans les frontières de 1967, au côté de l'État d'Israël, et avec Jérusalem-Est pour capitale.

**POUR** une paix juste et durable: l'arrêt de la colonisation et de l'occupation israélienne des territoires palestiniens, le retour des réfugiés, la fin du blocus de Gaza et le démantèlement du mur de la honte.

**POUR** la libération du député palestinien Marwan Barghouti, de l'avocat franco-palestinien Salah Hamouri, et la libération de tous les prisonniers politiques.

### SERVEZ-VOUS

Les cahiers du progrès social

#### INDUSTRIE

Pas de progrès social  
ni écologique sans industrie



PCF

### MÉDIAS

L'émission

EXPRESSION DIRECTE

CHANGEONS  
de logique !

### RENDEZ-VOUS DE LUTTES

30 novembre  
Alstom, Rassemblement  
national à l'appel des  
syndicats

2 décembre  
Manifestation  
des chômeurs. Paris 14 h.  
Place Stalingrad

2 décembre  
Banquet révolutionnaire de  
la section de Port-de-Bouc

SOLIDARITÉ PALESTINE  
1<sup>er</sup> décembre : Stains (93)  
5 décembre : Avion (62)

# SUCCÈS DES FÊTES FÉDÉRALES

## Fête de l'Humanité Bretagne

La 26<sup>e</sup> Fête de l'Humanité Bretagne s'est tenue samedi et dimanche au parc des expositions de Lanester. 500 bénévoles s'étaient mobilisés pour l'organisation de cette fête. « *Le PCF n'est pas sur la touche* » titre à cette occasion *Le Télégramme*, citant Pierre Laurent présent dimanche. « *Le PC se voit comme une force de reconstruction et veut être moteur d'états généraux du progrès social* », note pour sa part *Ouest France*. Le chanteur Cali a assuré le show samedi soir était Didier Porte était au programme dimanche. ✪



## Fête de l'Humanité Normandie



## UNIVERSITÉ

Initiative de la JC Puy-de-Dôme sur la gratuité et contre la sélection ✪



## PLANÈTE

# CETA : Face à l'obstination du gouvernement, un référendum s'impose



**A** lors que le candidat Macron à la présidentielle s'était engagé à une renégociation du traité de libre-échange CETA entre l'UE et le Canada, c'est un virage à 180 degrés qu'a entrepris dernièrement l'exécutif, en validant un « plan d'action relatif à sa mise en œuvre ». L'on assiste là, comme l'exprimait dernièrement le député européen du PCF Patrick Le Hyaric, « à la dernière embrouille pour tenter de faire passer la pilule de ce traité appliqué depuis le 21 septembre dernier sans qu'aucun Parlement des pays de l'Union européenne ne se soit prononcé. Voici un nouveau concept politique : d'abord on applique sans discussion et après, peut-être dans cinq ou dix ans, on votera... ». Plus on entre dans l'ancre du traité, plus les dangers qu'il inspire sont mis en lumière à l'aune d'un ultralibéralisme ravageur contre les droits sociaux, environnementaux, sanitaires, climatiques. C'est d'ailleurs un comité d'experts européens chargé d'établir un bilan des conséquences prévisibles de ce traité, notamment sur la santé, le climat et l'environnement, qui a rendu un rapport très critique. Nicolas Hulot a tout de suite brandi un « veto climatique » pour dire que sa mise en place était conditionnée « par une coopération avec la Commission

européenne ». Tout démontre que c'est un nouveau coup d'épée dans l'eau pour tenter de noyer le poisson ! De partout en Europe, depuis des mois, des voix citoyennes, syndicales, agricoles, d'entrepreneurs, de consommateurs et d'élus locaux s'élèvent en faveur d'une démocratisation et de transparence des politiques commerciales actuelles et à venir. Elles dénoncent le principe même de ces accords qui tendent à inscrire dans le marbre des logiques visant à réduire les marges de manœuvres politiques des États en générant de nouvelles règles de discipline sur les choix de l'ensemble des politiques publiques nationales. CETA ou TAFTA, ces accords illustrent à quel point les négociations commerciales, les processus de ratification souffrent d'un cruel déficit de transparence et de contrôle démocratique en faisant la part belle aux intérêts des plus grandes entreprises. A chaque fois, ce sont les lobbyistes du secteur privé qui ont la part belle dans les négociations a contrario des représentants de groupes d'intérêt public, des parlementaires, les collectivités locales et les citoyens eux-mêmes. Contrairement à ce que l'on voudrait faire croire, les questions qui entourent ces traités ne sont pas seulement d'ordre technique mais aussi politique.

Il n'y a qu'à regarder du côté des propositions récentes de la Commission européenne cherchant à exclure le volet investissement des accords à venir afin d'éviter la ratification par les parlements nationaux, ce qui conduirait à diminuer un peu plus le contrôle démocratique et le débat public sur ces politiques. Le bon sens, plutôt que de vouloir passer en force comme tente de le faire le gouvernement, serait que les Français aient le droit de savoir et de décider en toute connaissance de cause. Pour cela, comme le demande avec d'autres le PCF, un grand débat public et un référendum s'imposent dans l'objectif de démocratiser le processus de décision dans la transparence en associant la société civile avant toute saisine du Parlement national. La démocratie et l'intérêt général le commandent. Il est encore temps. ✪

*Laurent Péréa*  
membre du Conseil national du PCF  
en responsabilité sur les accords de libre-échange

Congrès

# Retour sur les ruches

Lors de l'assemblée des animatrices et animateurs de section du 18 novembre, Gilles Ravache, membre du Conseil national, a présenté la synthèse du travail accompli le matin en petits groupes. Il répond à nos questions.



**Communistes** TU AS PARLÉ DE MOMENT EXCEPTIONNEL POUR PARLER DU TRAVAIL EN PETITS GROUPES SAMEDI MATIN. POURTANT ÇA N'EST PAS NOUVEAU ?

**GILLES RAVACHE :** Nous avons l'habitude de ce que nous appelons les ruches. Des tables réunissant une dizaine de camarades au sein desquelles chacune, chacun peut s'exprimer (et pas seulement quelques ténors comme dans les autres formations politiques). Or, samedi nous avons vécu un moment formidable. Grâce à l'informatique, la commission chargée de faire la synthèse des ruches a reçu leurs comptes rendus en direct, au fur et à mesure de leurs discussions. Les animateurs des 86 ruches ont fait un travail remarquable.

Non seulement les plus de 930 animatrices et animateurs de section ont eu la possibilité de donner leur point de vue, mais en plus c'est eux qui ont pris la décision finale de la journée (contrairement à d'autres formations où les membres sont parfois consultés mais où ce sont toujours quelques leaders qui prennent les décisions). Nous ne nous rendons pas compte nous-mêmes de la culture démocratique des communistes au sein de leur parti.

**Communistes** CE QUI EST NOUVEAU C'EST LE GAIN DE TEMPS ?

**G. R. :** Bien sûr, mais là n'est pas l'essentiel. C'est la démonstration que les instruments modernes, que le capitalisme utilise pour asservir davantage, peuvent aussi être les moyens d'un fonctionnement démocratique qui rompt avec la délégation de pouvoir. D'ailleurs, au vu de la richesse du travail des ruches nous avons proposé d'en faire une synthèse qui sera versée au travail préparatoire à notre congrès. C'est là un acte politique majeur. Nous avons décidé de faire commencer la préparation du congrès par les adhérentes et adhérents. D'abord en leur permettant de fixer son ordre du jour eux-mêmes. C'est ce qu'a finalisé l'assemblée des animatrice-teur-s de section avec la feuille de route qui a été adoptée. Dans cette même logique le premier apport au débat pour trouver les réponses aux questionnements qui ont été fixés vient des communistes eux-mêmes par la bouche de leurs animatrice-teur-s de section. Je suis convaincu que si nous poursuivons de cette manière nous nous donnons toutes les chances de tenir un congrès extraordinaire.

**Communistes** QU'A MODIFIÉ L'ASSEMBLÉE DU 18 NOVEMBRE ?

**G. R. :** La feuille de route souligne le besoin de travailler le projet communiste dans l'action immédiate face à Macron, dans les actions de solidarité concrète, dans des actions s'inscrivant dans la durée. De même, elle invite très fortement à produire une analyse des réalités de la société française contemporaine pour mieux saisir les conditions de la lutte des classes aujourd'hui. Elle souligne que le travail sur les divers chantiers devra s'appuyer sur un bilan de la période écoulée. De même, l'exigence d'un renouveau de notre pratique de formation des militantes et militants se traduit par un chantier spécifique.

**Communistes** TU AS PARLÉ DE FEUILLE DE ROUTE QUI « NOUS ENGAGE TOUS », QU'EST-CE QUE CELA SIGNIFIE ?

**G. R. :** Il est important de retenir que l'assemblée des animatrice-teur-s de section est l'aboutissement de deux mois de discussions au cours desquels les communistes ont exprimé leurs attentes dans leurs assemblées et par le questionnaire. Si nous parlons de feuille de route, c'est qu'elle fixe un plan de travail jusqu'au congrès. Les communistes tenaient absolument à ce que durant cette période leur parti soit très actif face à Macron et son entreprise de démolition des conquêtes sociales et démocratiques. C'est le premier volet de la feuille de route. Ensuite ils voulaient un processus de préparation du congrès qui rompt avec les derniers congrès et qui soit clair pour que chacune et chacun sache comment s'y engager. Enfin, ils ont retenu l'idée d'engager dès maintenant des expériences de transformation dont ils pourront tirer enseignement au moment du congrès. Par le fait qu'elle est la construction des communistes eux-mêmes, la feuille de route nous engage toutes et tous, et en premier lieu la direction nationale, le Conseil national. Sa réunion du 1<sup>er</sup> décembre devra le mettre à l'ouvrage pour organiser le travail sur les différents chantiers et mettre à disposition des adhérentes et adhérents les moyens d'y participer.

**Communistes** QUE RETIENS-TU FINALEMENT DE CETTE ASSEMBLÉE ?

**G. R. :** Les participantes et participants à l'assemblée du 18 novembre ont confirmé une culture du débat propre aux communistes. Ils font exister un débat politique de qualité, argumenté, respectueux. C'est réjouissant dans une période de discrédit de la politique, de défiance vis-à-vis de l'engagement, de triomphe du cynisme et de la duperie. S'ils débattent avec passion, c'est qu'ils ont de fortes convictions et un sens aigu des responsabilités. S'ils



s'opposent des arguments les uns aux autres, c'est avec la volonté de construire des choix ensemble, d'aboutir à des décisions qui les unissent. Ainsi, s'ils veulent un congrès extraordinaire, c'est à la fois qu'ils mesurent les défis à relever et se sentent la capacité de prendre les décisions audacieuses en rapport.

Il n'est pas impossible que nous y parvenions. ✪

Propos recueillis par Gérard Streiff

PARTI PRIS

Décès de Paul Boccard

Paul Boccard nous a quittés. Il laisse un immense vide mais aussi une œuvre considérable.

Né en 1932 à Tunis, Paul est devenu un économiste, historien et anthropologue français de renommée mondiale. Fondateur de l'école qu'il nommait « néo-marxiste » de la régulation systémique par crises, ancien membre du Comité central puis national du PCF, agrégé d'histoire, il fut maître de conférences en sciences économiques, à l'université d'Amiens et le principal animateur de la revue *Economie et Politique*.

Paul a toujours avancé sur deux jambes : les idées d'abord, leur renouvellement incessant et le lien constant à la pratique dans le laboratoire des luttes sociales, sociétales et politiques. C'est ce qui fondait son engagement politique indéfectible et sa totale liberté de pensée et d'expression au sein du PCF dont il animait la section économique.

Dans cette relation à la pratique sociale s'exprimait sa grande humanité, son énergie son caractère unique, sa fougue méditerranéenne et son ouverture à toutes et tous, militants, étudiants, comme intellectuels.

Paul Boccard a fait œuvre de novation, il cherchait à ouvrir vers le 21<sup>e</sup> siècle, à « monter sur les épaules de Marx » pour pousser plus loin la dynamique contradictoire du capitalisme et de ses crises au 21<sup>e</sup> siècle.

Refoulé dans les médias dominants comme dans les milieux académiques dont il était pourtant partie prenante, ses idées marqueront loin. Il était dans notre société, dans notre monde, empreint de tout ce qui faisait à son sens la pensée contemporaine, sans exclusive aucune.

Paul Boccard prolongea de façon critique les anticipations de Marx pour devenir un théoricien de la révolution informationnelle et du dépassement du capitalisme et du libéralisme vers ce que lui-même appelait « une nouvelle civilisation de partages de toute l'humanité ».

Il a su voir l'immense besoin de renouvellement au lieu de l'enfermement mortifère dans la vulgate marxiste-léniniste ou du ralliement au « réalisme » social-démocrate. [...] ✪

Pierre Laurent

**Marchais L'expo**

**Du 28 novembre 2017 au 15 janvier 2018**

Du lundi au samedi de 10h à 18h30 - Entrée libre (sauf les samedis 23, 30 décembre et 6 janvier)

Espace Oscar Niemeyer - 2, place du Colonel-Fabien Paris 19<sup>e</sup> - M<sup>o</sup> Colonel-Fabien

# Du militarisme européen d'Emmanuel Macron

Dès son arrivée au pouvoir, Macron a décidé de faire du militaire sa chose exclusive, prenant au pied de la lettre la Constitution qui fait de lui le chef des armées. Il renomma le ministère de la Défense en ministère des Armées afin de souligner que le pouvoir de décision politique était à l'Élysée. Il poussa à la démission le chef d'état-major pour avoir eu l'outrecuidance, comme son devoir le lui impose, d'avoir répondu aux questions de la commission de la Défense de l'Assemblée nationale. Il multiplia les visites lourdes de symboles aux armées : au Mali pour les interventions extérieures, à Brest et Istres pour la force nucléaire.

Au-delà de l'affirmation de son autorité sur l'armée, Macron, en rupture avec ses prédécesseurs, entend utiliser le militaire pour assouvir ses ambitions européennes. Certes, pour lui, comme pour Sarkozy et Hollande, l'Otan reste le « *cadre naturel* » [sic] de la politique de défense de la France comme de l'Union européenne (UE), et le maintien d'une force nucléaire modernisée est « *l'assurance vie du pays* »<sup>1</sup> [sic].

Cependant, contrairement à Sarkozy et Hollande, l'ambition de Macron ne se réduit pas à séduire les États-Unis afin de ravir à la Grande-Bretagne, dans le cadre d'une relation de rivalité-coopération<sup>2</sup>, la place de numéro deux de l'Otan. Avec le Brexit, Macron considère que l'armée française est maintenant sans rival en Europe. Il pense aussi qu'avec Trump, le désengagement militaire des États-Unis en Europe est inéluctable, même s'il se conjugue de leur part avec une pression très forte sur les membres de l'Otan pour que leurs budgets militaires atteignent les 2 % de leur PIB respectif. L'objectif des États-Unis est d'imposer une modernisation des armées de l'Otan à partir de leur standard technologique afin de renforcer l'hégémonie de leur complexe militaro-industriel.

Macron n'entend pas non plus se contenter d'essayer de faire participer d'autres pays européens aux opérations militaires françaises en Afrique, ou d'obtenir des indulgences budgétaires de Bruxelles en faisant valoir le rôle de gendarme de la bande sahélo-saharienne.

L'objectif de Macron est de faire d'une Europe de la défense « *en complémentarité de l'OTAN* », l'un des principaux piliers de la relance politique de l'UE vers une Europe fédérale. Cette question était au cœur de son discours de la Sorbonne sur la relance de l'Europe<sup>3</sup>.

## Armée fédérale européenne ?

En effet, à la Sorbonne, Macron remarque que « *la première clef, le fondement de toute communauté politique, c'est la sécurité* », ce qui l'amène à affirmer que « *ce qui manque le plus à l'Europe d'aujourd'hui [...] c'est une culture stratégique commune* ». Il propose donc, pour le « *début de la prochaine décennie* », de doter l'UE « *d'une force commune d'intervention, d'un budget de défense commun et d'une doctrine commune pour agir* ». Il s'agit donc de créer une armée fédérale européenne qui ne pourrait, de fait, qu'obéir aux ordres d'une Europe politique fédérale. On est très loin de la fantomatique *Politique de sécurité et de défense commune* du traité de Lisbonne. La première traduction de cette volonté politique de Macron, dans le cadre d'un compromis franco-allemand, s'est traduite le 13 novembre par l'engagement de 23



pays de l'UE dans un dispositif de *Coopération structurée permanente* sur la défense de nature contraignante en termes budgétaires, opérationnels, capacitaires et industriels. Parallèlement, alors qu'il était encore que locataire de Bercy, Macron fut très actif sur le front des industries d'armement en organisant leur européanisation par des privatisations et des opérations de fusion, notamment au profit de l'Allemagne dans le domaine des armements terrestres. Il s'agit de constituer un complexe militaro-industriel privé européen de l'armement autour de la France, l'Allemagne, l'Espagne, la Belgique et l'Italie, offrant des « *solutions globales de sécurité et de défense* » allant du matériel jusqu'au service, y compris sous des formes de mercenariat moderne. Alors qu'en 1997 la France était indépendante en matière d'industrie d'armement avec une majorité d'entreprises à capitaux publics, ce qui ne l'empêchait pas de participer à de nombreux programmes de coopération européenne, aujourd'hui elle dépend pour son armement essentiellement de groupes transnationaux à majorité de capitaux flottants privés. In fine, le choix politique de Jospin à Macron, de promouvoir des champions européens privés de l'armement à partir d'opérations financières spoliatrices pour l'État, n'a fait que renforcer la domination des États-Unis dans ce domaine stratégique. Les ambitions militaires européennes de Macron se heurtent à des résistances et des oppositions au sein de l'OTAN comme de l'UE : l'Allemagne se méfie de l'appétence de la France pour les interventions militaires extérieures, la Pologne, les Pays baltes, l'Italie en dépit de Trump priorisent le lien transatlantique et les États-Unis n'entendent pas conjuguer leur désengagement relatif de l'Europe au détriment de son leadership militaire.

## L'état de l'armée est dégradé

Le fait qu'après le Brexit la France soit devenue la première puissance militaire de l'UE ne doit pas faire illusion ; Macron n'a pas les moyens de se prévaloir d'une hégémonie militaire sur le continent. L'état de l'armée française est fortement dégradé : personnels clochardisés sans véritable perspective de carrière, matériels non opérationnels en raison de leur âge<sup>4</sup> ou faute de moyens<sup>5</sup>, trous capacitaires... Elle est enlisée au Mali dans une sanglante guerre d'usure faute de travailler à des solutions politiques. Ses capacités réelles face aux nouvelles menaces comme la cyberguerre interrogent. Enfin, le coût de la modernisation des forces nucléaires est estimé à 50 milliards € sur vingt ans sans garantie de ne pas être remise en cause par les avancées techno-

logiques en matière de détection sous-marine.

Sur la défense comme ailleurs, Macron a décidé de passer vite et en force. Contrairement aux usages de la V<sup>e</sup> République depuis 1972, la Loi de programmation militaire de son quinquennat ne sera pas préparée à partir d'un livre blanc définissant la politique de défense de la France avec une consultation pluraliste mais par une simple *revue stratégique de défense* effectuée par un quatuor d'experts cooptés par l'Élysée<sup>6</sup> qui a déjà fait l'objet de publication.

C'est pourquoi le PCF demande un véritable débat public sur la politique de défense de la France et sur la construction d'une Europe de paix. La sécurité et l'indépendance du pays ne peuvent être assurées que hors de l'Otan et à partir d'outils industriels publics garantissant les moyens nécessaires à sa défense. L'UE ne peut être relancée sur des bases militaristes. Une sécurité collective en Europe et dans le bassin méditerranéen implique une défense européenne émancipée de l'Otan, et donc sa dissolution. La recherche des conditions politiques d'un désengagement rapide des forces françaises opérant à l'extérieur, en particulier dans la bande sahélo-saharienne, et la reprise d'un processus de désarmement nucléaire multilatéral devraient être les priorités politiques de notre pays. ✪

Yann Le Pollotec  
membre du CEN

## L'AIR DU TEMPS

# Caramba !

Interrogé sur les paradis fiscaux, Pierre Moscovici est remonté comme un coucou. Il s'indigne, il s'agite, il frémit, il frissonne. On va voir ce qu'on va voir. Oui, l'Europe va dresser « *la première (?) liste des paradis de la fraude et de l'évasion fiscale* », déclare-t-il. Oui, « *tout est fait pour* », oui, « *tout est sur la table* ». Mais c'est quoi au juste un paradis fiscal, lui demande-t-on ? Il faut trois critères, dit-il : c'est un pays qui n'assure pas l'échange automatique d'information bancaire ; qui ne respecte pas les normes fiscales de l'OCDE ; et qui pratique l'impôt zéro sur les sociétés. Conclusion : « *Il n'y a pas de paradis fiscal dans l'UE* ». Ah bon ? Mais le Luxembourg ? L'Irlande ? Les Pays-Bas ? Malte ? RAS. Et puis toutes ces îles anglaises bizaroïdes ? « *Je n'ai pas encore la liste entre les mains* ». (Il a perdu le bouquin des frères Bocquet ou quoi ?). Et l'île de Man ? « *J'ai écrit au ministre britannique pour lui demander que les règles y soient respectées* ». Caramba, quelle violence ! Alors, l'Europe va-t-elle demain s'attaquer aux paradis fiscaux ? « *Des réticences demeurent, le résultat n'est pas garanti* », murmure en fin d'entretien le commissaire. Je sais pas pourquoi mais on le sentait venir, non ?

Gérard Streiff

1. Discours de Cherbourg de Sarkozy en 2008.

2. Accord de Lancaster-House.

3. <http://www.elysee.fr/declarations/article/initiative-pour-l-europe-discours-d-emmanuel-macron-pour-une-europe-souveraine-unie-democratique/>

4. Nombre de véhicules de combat, de navires, d'hélicoptères, les Mirage 2000D/N, les avions Transall ont de 30 à 40 ans d'âge, voire 50 ans pour les avions ravitailleurs.

5. Faute de moyens, 75 % des hélicoptères ultramodernes Tigre sont cloués au sol, comme 62 % du tout nouveau NH90-NFH.

6. <http://www.defense.gouv.fr/dgris/presentation/evenements/revue-strategique-de-defense-et-de-securite-nationale-2017>

Secteur	1997		2017		
	Firme	Propriété, actionariat	Firme	Propriété, actionariat	
Armement terrestre	GIAT	Nationalisé	KNDS	50% État français, 50% Krauss-Maffei Wegmann firme privée allemande, société de droit hollandais	
	PANHARD	Peugeot SA 100%		RENAULT TRUCKS	VOLVO, suédois
	RVI	Renault 100%			
Armement naval	DCN	100% public	NAVAL GROUP	État français 62,49 %, Thalès 35%	
Electronique de défense Radars	THOMSON	Nationalisé	THALES	État français 26,4%, Dassault 25,3%, Privé flottant 48,3%	
	SAGEM	Entreprise familiale, actionariat salarié	SAFRAN	Flottant privé : 75,1 %, État français 14%, Salariés 10,5%	
Moteurs d'avion et d'hélicoptère	SNECMA	Nationalisé			
Missiles	TURBOMECA	Société privée française	MBDA	Airbus group 37,5%, BAE Systems (privé Grande-Bretagne) 37,5%, Leonardo (privé Italie) 25%, société de droit hollandais	
	AEROSPATIALE	Nationalisé			
	MATRA	Groupe Lagardère			
Hélicoptère, avion cargo	AEROSPATIALE	Nationalisé	AIRBUS Group	État français 11,11%, État allemand 11,09%, État espagnol 4,18%, Flottant privé 73,62%	
Avions de combat, patrouilleur maritime	DASSAULT	Famille Dassault + 46% de public	DASSAULT	Famille Dassault 62%, Airbus group 10%, Flottant privé 27,49%	

## SOUSCRIPTION

Je verse : ..... euros

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL ..... Ville .....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien • 75167 Paris Cedex 19

<http://adhesion.pcf.fr/soutenir>

Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.